



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'IRLANDE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE

DE DUBLIN

N°10 – 1^{er} TRIMESTRE 2022

En bref

Les comptes nationaux pour 2021 laissent apercevoir une reprise solide de l'économie irlandaise. L'effet rebond de la demande post-pandémie est toutefois aujourd'hui contrebalancé par l'invasion russe en Ukraine, les matières premières étant le principal canal de transmission de la crise aux économies européennes.

Zoom sur

Dans son dernier rapport trimestriel, l'*Economic & Social Research Institute* (ESRI) tient compte des effets de l'invasion russe en Ukraine sur l'économie irlandaise. Le think-tank a légèrement revu à la baisse ses prévisions de croissance du PIB et de la demande intérieure modifiée, mesure alternative de la demande intérieure et la plus pertinente pour évaluer la santé de l'économie irlandaise, qui s'élèvent à respectivement 6,2% et 5% en 2022 (contre 7% et 7,1% précédemment). En Irlande, à l'instar de ses partenaires européens, le choc d'offre énergétique se traduit essentiellement par une hausse des prix qui érode le pouvoir d'achat des ménages, augmente les coûts de production des entreprises et retarde – en raison de l'incertitude entourant le conflit russo-ukrainien – les décisions d'investissement de ces dernières. Le fort degré d'incertitude lié à la situation en Ukraine pourrait ainsi conduire à une détérioration de ces prévisions à moyen terme.

LE CHIFFRE À RETENIR

6,2%

D'après le ministère irlandais des finances, l'inflation pourrait s'élever, en moyenne annuelle, à 6,2% en 2022 ; soit 4 points de pourcentage de plus que ses prévisions réalisées à l'automne dernier.

Macroéconomie

1 Prévisions de croissance

D'après les estimations préliminaires du *Central Statistics Office* (CSO), l'équivalent irlandais de l'Insee, le **PIB réel a progressé de 13,5% en 2021** (après 5,9% en 2020), tiré par un fort rebond de la valeur ajoutée (VA) réalisée par les branches dominées par les entreprises multinationales (21,9%). La VA des autres secteurs d'activité a crû plus modestement (5%). Ces chiffres témoignent de la forte dualité de l'économie irlandaise, exacerbée par la pandémie de Covid-19.

Pour l'heure, **les prévisions de croissance économique varient de 5,2% à 6,4% en 2022** et de 3,9% à 5,5% en 2023 ([Tableau 1](#)).

Tableau 1 : Prévisions de croissance*

Variation du PIB réel en %	2022	2023
Ministère des finances	6,4	4,4
Banque centrale	6,1	5,5
Think-tank ESRI	6,2	4,3
FMI	5,2	5
Commission européenne	5,5	4,5
OCDE	5,7	3,9

* Les prévisions apparaissent par ordre chronologique (les premières étant les plus récentes).

Source : SE de Dublin

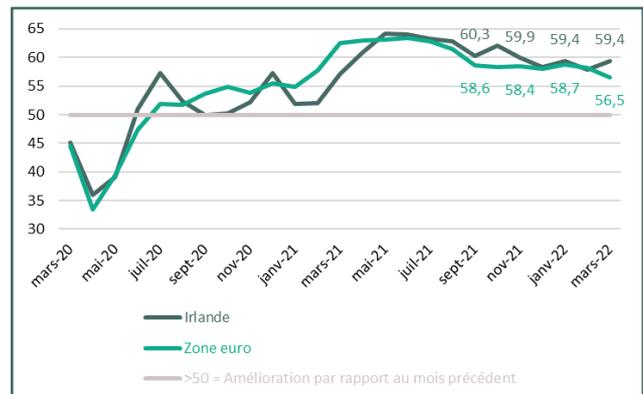
2 Activité économique

En Irlande, les indices des directeurs d'achats (PMI) restent au-dessus du seuil usuel d'expansion (50) et de la moyenne de la zone euro au premier trimestre 2022, l'activité dans l'industrie et les services continuant à montrer des signes de forte croissance. Le niveau de confiance sur les perspectives des douze mois à venir se dégrade néanmoins fortement en raison de la situation en Ukraine.

Industrie

L'indice PMI du secteur manufacturier irlandais **progressé en mars** et retrouve son niveau de janvier (+1,6 points à **59,4**), indiquant une bonne performance du secteur en comparaison notamment de la zone euro et du Royaume-Uni, où l'indice est retombé à respectivement 56,5 et 55,5 ([Graphique 1](#)). Toutefois, les pressions inflationnistes atteignent des niveaux record au mois de mars. 88% des industriels rapportent ainsi une hausse des prix de leurs intrants – les matières premières, les composants, les carburants, l'énergie et les transports – qui se répercutent sur les prix facturés.

Graphique 1 : Indice PMI dans l'industrie

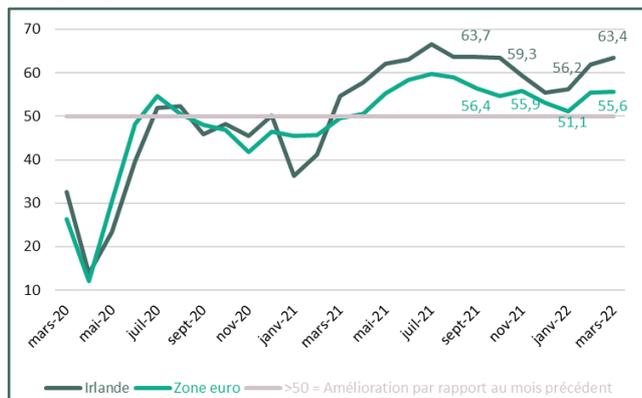


Source : SE de Dublin, à partir des données fournies par AIB Ireland

Services

L'indice PMI dans les services continue de progresser (+1,6 points à **63,4**) et atteint son plus haut niveau en cinq mois ([Graphique 2](#)). Cette tendance fait suite à la levée des dernières restrictions sanitaires en Irlande, qui profite à l'ensemble des sous-secteurs interrogés pour la constitution de l'indice. A cet égard, l'activité dans le tourisme a progressé à un rythme quasiment inégalé. Comme pour l'industrie, les coûts des intrants – main d'œuvre, énergie, carburants, frais d'assurance et transports – viennent néanmoins assombrir le tableau.

Graphique 2 : Indice PMI dans les services

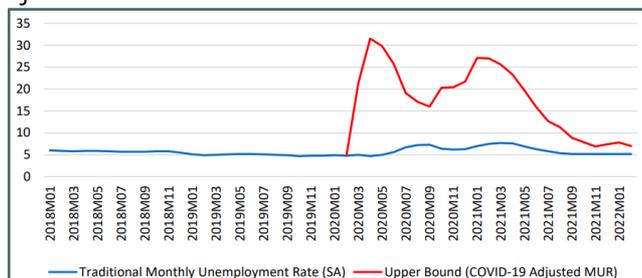


Source : SE de Dublin, à partir des données fournies par AIB Ireland

3 Chômage

En Irlande, le **taux de chômage** calculé selon les critères arrêtés par le Bureau International du Travail (BIT) **s'élève à 5,5% de la population active** au mois de mars 2022.

Graphique 3 : Taux de chômage traditionnel vs ajusté Covid-19



Source : ESRI

L'écart entre ce chiffre « traditionnel », c'est-à-dire mesuré en application des normes européennes et internationales, et le « *COVID-19 Adjusted Measure of Unemployment* » – un indicateur évalué par le CSO pour tenir compte des personnes ayant perdu leur emploi sous l'effet de la crise sanitaire mais non comptabilisées au sein des chômeurs puisqu'elles bénéficiaient d'une allocation spécifique mise en place pour soutenir leurs revenus, le « *Pandemic Unemployment Payment* » – s'est réduit de façon significative ces derniers mois. En effet, **le taux de chômage ajusté Covid-19 s'établit à 7%** au mois de février 2022, en baisse de 20 points par

rapport au mois de février 2021 et à son niveau le plus bas depuis le début de la pandémie (Graphique 3).

Sur l'année 2022, le taux de chômage moyen anticipé par l'ESRI s'élève à 6%. A noter que le niveau de l'emploi, mesuré par le nombre d'heures travaillées, était déjà plus élevé que pré-pandémie à la toute fin de l'année dernière.

4 Inflation

Inflation totale

En Irlande, l'inflation mesurée par l'Indice des Prix à la Consommation Harmonisé (IPCH) s'élevait à **6,9% en glissement annuel (g.a.) au mois de mars 2022**; soit le plus haut niveau jamais enregistré depuis le commencement de la série en 1997. Selon le ministère des finances, l'inflation pourrait culminer à environ 6,7% au deuxième trimestre (après 5,9% au premier) puis diminuer progressivement ensuite. En moyenne annuelle, elle s'élèverait à 6,2% (ou 6,5% d'après la Banque Centrale d'Irlande – BCI) en 2022.

Tableau 2 : Prévisions d'inflation

Croissance en %, moyenne annuelle	2021	2022	2023
HICP	2,4	6,5	2,8
HICP hors énergie	1,5	4,3	3,3
HICP hors énergie et alimentation	1,7	4,1	3,4
Energie	12,3	30,9	-2,1
Alimentation	0,5	5,7	3,3

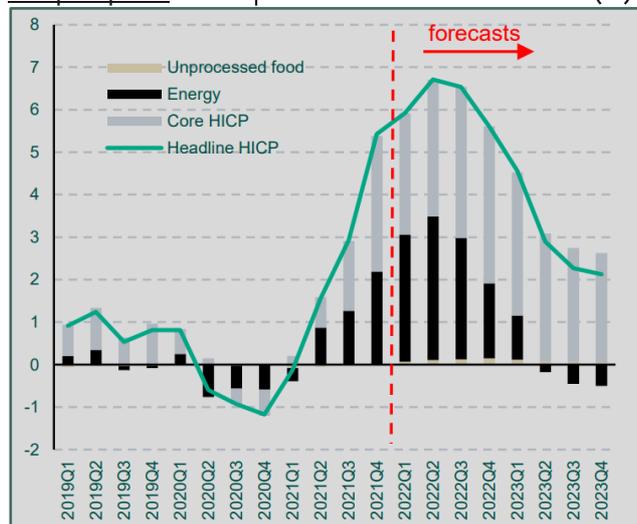
Source : Banque Centrale d'Irlande (BCI)

Prix de l'énergie

L'inflation est en grande partie tirée par la **hausse des prix des produits énergétiques** (Graphique 4). En mars 2022, sur une base annuelle, les prix dans le logement, l'eau, le gaz, l'électricité et les autres combustibles ont progressé de 20,9%, et dans les transports de 19,2%. Plus précisément, les prix du pétrole ont

augmenté de 35,2% et ceux du diesel de 46% pour atteindre, respectivement, 1,81€ et 1,91€ le litre en moyenne dans les stations-service irlandaises au mois d'avril. Les prix de l'électricité ont, quant à eux, crû de 22,4%, ceux du gaz de 27,9% et ceux des combustibles de chauffage domestique de 126,6%. Au total, en excluant la composante énergie, l'indice IPC s'élevait à 3,7% au mois de mars.

Graphique 4 : Composantes de l'indice IPCH (%)



Source : Ministère irlandais des Finances

Prix immobiliers

Sur le marché de l'immobilier, **les prix à l'achat dans le secteur résidentiel sur l'ensemble du territoire continuent de croître à un rythme très soutenu** : 15,3% en mars 2022 par rapport à mars 2021 et 0,8% d'un mois à l'autre. Les loyers dans le parc privé progressent, quant à eux, de 9,2% (g.a.) ou 0,8% (glissement mensuel, g.m.).

5 Consommation

Confiance des consommateurs

Au mois de mars 2022, le niveau de confiance exprimé par les consommateurs irlandais et mesuré par le « Consumer Sentiment Index », indice créé et mis à jour par la banque KBC et l'ESRI, s'est effondré à son niveau le plus bas en 18 mois (-9,3 points à 57,7). Il s'établit ainsi bien en-dessous du niveau moyen de l'indice observé sur le temps long (86,6) et enregistre sa seconde plus importante dégradation sur une période de trois mois (-24 points entre février et avril). Les irlandais manifestent de fortes inquiétudes quant à l'augmentation du coût de la vie et l'érosion de leur pouvoir d'achat, en lien avec les effets du conflit russo-ukrainien sur les économies européennes.

Ventes de détail

Les volumes des ventes de détail, tous secteurs confondus, ont progressé de 4,4% par rapport à février 2020 (pré-pandémie), 0,6% en mars 2022 par rapport au mois précédent ou encore 2,9% par rapport à mars 2021. Le volume des ventes de détail hors automobiles et motos augmente, quant à lui, de 9,4% en mars 2022 sur une base annuelle.

Par rapport à mars 2021, période où les secteurs « non-essentiels » demeuraient fermés en raison des restrictions sanitaires en vigueur, les commerces qui enregistrent la plus forte croissance de leurs ventes en mars 2022 sont les bars (611%), les magasins d'habillement-chaussures (271%) et les grands magasins (81%). Par rapport à la situation pré-Covid en février 2020, les ventes d'habillement-chaussures (45,4%), ainsi que de produits de pharmacie, articles médicaux et cosmétiques (20,6%) ont fortement progressé.

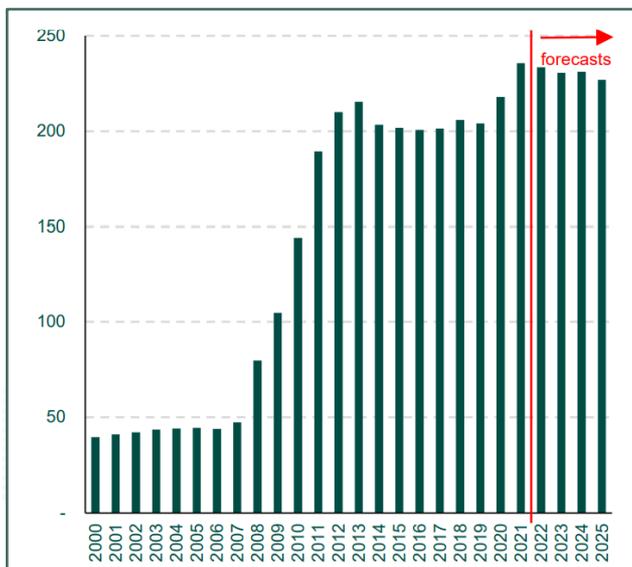
La part de ventes de détail réalisée en ligne est plutôt stable d'un mois à l'autre, à 5% en mars 2022 contre 4,5% en février et 5,6% en janvier. Pour mémoire, cette proportion avait atteint 15,3% en avril 2020.

Finances publiques

1 Bilan de l'année 2021

D'après le programme de stabilité récemment soumis par le ministère irlandais des Finances à la Commission dans le cadre du Semestre européen, **l'Irlande a enregistré un déficit public de -8,1 Md€ en 2021, soit -3,6% du GNI*** (mesure alternative au PIB corrigée des distorsions induites par la présence des multinationales). Si la reprise économique post-crise a permis aux recettes fiscales de progresser de 11,2 Md€ (soit une progression de près de 20%) l'année dernière, l'État a dû déployer 13,5 Md€ de dépenses en réponse à la pandémie. Au total, le niveau des dépenses en 2021 était 18,7 Md€ (soit 4,4% du PIB) plus élevé qu'en 2019, pré-crise. Le gouvernement considère toutefois que les mesures discrétionnaires de soutien budgétaire étaient nécessaires et appropriées. **Les prévisions de déficit s'élèvent à -2 Md€ pour 2022, soit -0,8% du GNI***. Celles-ci tiennent compte du coût lié à l'accueil des réfugiés ukrainiens en Irlande.

Graphique 5 : Dette publique, en Md€



Source : Ministère irlandais des Finances

D'après le rapport annuel du gouvernement sur la dette publique, **la dette irlandaise s'élevait à 236 Md€ (soit 106% du GNI*) en 2021**, en hausse de 32 Md€ ou 11,4 points de GNI* par rapport à son niveau pré-pandémie (Graphique 5). La dette par habitant est l'une des plus élevées au monde, à 47 140€.

2 Paquet budgétaire anti-inflation

Face aux pressions inflationnistes, le gouvernement irlandais souligne l'importance de mener une politique budgétaire contra-cyclique et, surtout, d'éviter une trop grande stimulation de l'économie. Cela étant dit, il a adopté **une série de mesures d'un montant total de 2 086 M€ (soit 0,4% du PIB) pour atténuer l'augmentation du coût de la vie**, telles que rappelées ci-dessous :

- Augmentation de la plupart des prestations sociales, extension du périmètre des bénéficiaires de l'allocation chauffage, réduction du coût des transports publics pour les jeunes et ajustements des tranches d'imposition sur le revenu (12 octobre 2021, 1 078 M€) ;
- Plan national d'aide aux ménages visant à réduire le coût des services publics et comprenant le versement d'une aide forfaitaire de 125€ aux bénéficiaires de l'allocation de chauffage, ainsi qu'une remise – sans conditions de ressources – de 200€ (TVA incluse) sur les factures d'électricité de l'ensemble des usagers (10 février 2022, 505 M€) ;
- Réduction temporaire des accises sur les carburants (9 mars 2022, 320 M€) ;
- Régime de subventions ciblées pour les transporteurs routiers (11 mars 2022, 18 M€) ;
- Baisse temporaire de la TVA de 13,5% à 9% sur l'électricité et le gaz, versement d'une nouvelle aide forfaitaire de 100€

aux bénéficiaires de l'allocation de chauffage, extension jusqu'à la présentation du prochain budget (en octobre) de la durée de réduction des accises sur les carburants (contre le 31 août initialement), réduction des accises sur le « diesel vert » et réduction à compter du mois d'octobre de la taxe payée par les consommateurs d'électricité pour subventionner le développement des énergies renouvelables (la « *Public Service Obligation Levy* ») (13 avril 2022, 165 M€).

LE CHIFFRE DU MOIS

6

6 c'est le nombre de licornes irlandaises : Intercom, Workhuman, Fenargo, LetsGetChecked, Wayflyer et Flipdish, l'une des deux dernières à rejoindre le club en ce début d'année avec une valorisation à 1,25 milliards de dollars.

Créée en 2015 par les frères Conor et James McCarthy, la licorne nouvelle-née Flipdish a obtenu un investissement de près de 100 M€ du conglomérat chinois Tencent et prévoit de créer 700 emplois en 2022. L'entreprise se positionne comme une alternative aux plateformes de livraison de restauration rapide comme Just Eat, Deliveroo et Uber Eats, en aidant notamment les restaurateurs à prendre le contrôle de la commande et de l'expérience numériques; un marché qui s'est fortement accéléré pendant la pandémie. Les nouveaux investissements permettront de soutenir le développement de solutions dans l'hôtellerie, un secteur également de plus en plus dépendant de l'outil numérique.

D'après *The Irish Times*, Flipdish n'a reçu aucun soutien d'investisseurs institutionnels irlandais ou de fonds de capital-risque d'amorçage ou de séries A.

Secteur financier

1 Sanctions financières contre la Russie

L'exposition directe des banques irlandaises aux clients russes est « minime » (2 M\$) d'après l'ESRI.

Des statistiques plus détaillées de la BCI indiquent qu'environ 50 Md€ d'actifs russes étaient détenus en Irlande à la fin de l'année 2021, dont 35,5 Md€ appartiennent à 33 « entités ad hoc » ou « Special Purpose Entities » (SPE) liées à la Russie (soit 4% du total des actifs détenus par les SPE irlandaises), parmi lesquelles 15 ont un lien avec les personnes visées par les sanctions. Ces structures sont également appelées « entités section 110 » en référence à la section 110 du « Taxes Consolidation Act » (TCA) irlandais de 1997, qui autorise ces entités à déduire leurs coûts de financement de leurs bénéfices imposables sous certaines conditions.

Sur les 50 Md€ d'actifs russes, 11,5 Md€ appartiennent par ailleurs à des fonds d'investissement (soit 0,3% du total des actifs gérés) et 1,7 Md€ à des établissements de crédit (soit 0,1% des actifs totaux).

2 Situation des ménages

Dépôts

En rythme annuel, **la croissance des dépôts des ménages irlandais continue de se modérer après l'accumulation rapide de l'épargne qui avait été observée au début de la crise sanitaire** : 7,2% au mois de février 2022 contre le taux record de 14% en février 2021 (Graphique 6). Au total, l'épargne accumulée depuis mars 2020 atteint 24,5 Md€ sur un encours des dépôts des ménages de 143 Md€ en janvier.

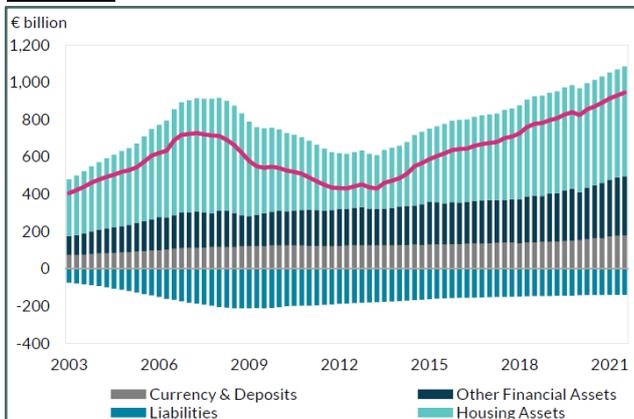
Graphique 6 : Dépôts des ménages irlandais



Source : Banque Centrale d'Irlande

Par ailleurs, le patrimoine net des ménages a atteint 944 Md€ au troisième trimestre 2021, en progression de 13% par rapport à fin 2019. Cela traduit essentiellement la hausse de leurs actifs financiers et immobiliers (Graphique 7).

Graphique 7 : Patrimoine net des ménages irlandais

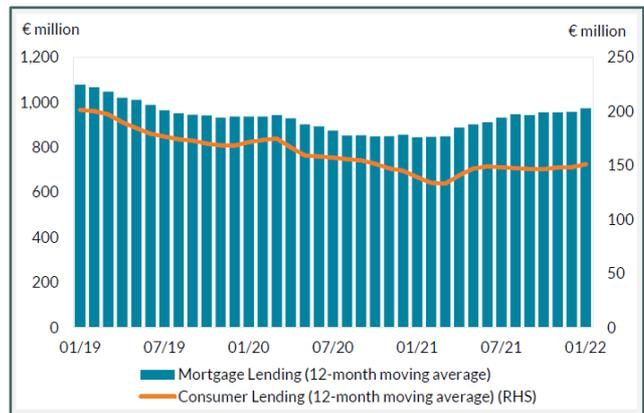


Source : Banque Centrale d'Irlande

Crédits

Le crédit bancaire aux ménages poursuit une reprise modérée au premier trimestre 2022, avec un encours en progression de 10,7% en g.a. au mois de mars. Les prêts hypothécaires en sont le principal moteur, retrouvant désormais leur niveau pré-crise, tandis que l'appétit pour les crédits à la consommation reste en-deçà de la normale (Graphique 8).

Graphique 8 : Nouveaux prêts aux ménages par finalité

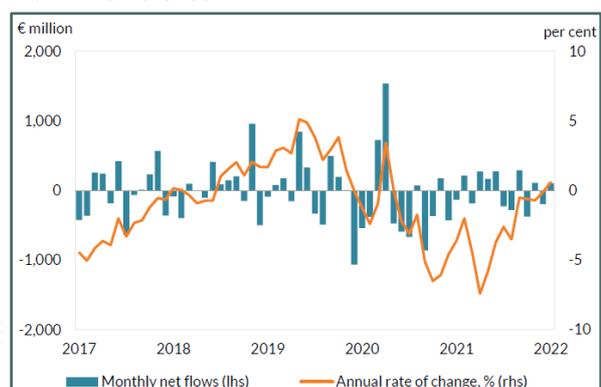


Source : Banque Centrale d'Irlande

3 Prêts aux entreprises

Le crédit bancaire aux sociétés non-financières montre des signes de reprise timide ces derniers mois, avec un encours en hausse de 0,9% (g.a.) en janvier 2022 (Graphique 9). Les nouveaux prêts aux PME ont diminué de 17% au quatrième trimestre 2021 par rapport à la période correspondante en 2020 et de 25% sur l'ensemble de l'année 2021 par rapport à 2019. Aussi, si la reprise du crédit enregistre des taux record en variation annuelle pour les secteurs de l'industrie (19%) et de la construction (28%), ceux du tourisme, de l'hôtellerie et de la restauration observent en revanche très peu de nouveaux prêts.

Graphique 9 : Flux nets de crédits aux sociétés non-financières



Source : Banque Centrale d'Irlande

D'après la BCI, la demande de crédit devrait augmenter ces prochains mois, les entreprises cherchant à s'adapter à la nouvelle réalité économique marquée, notamment, par le retrait des mesures de soutien budgétaire mises en place face à la crise sanitaire.

Entreprises

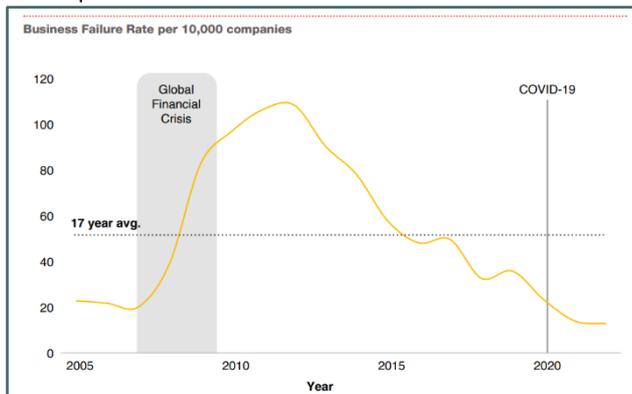
1 Taux de défaillance post-pandémie

Comme annoncé lors de la levée des dernières restrictions sanitaires en janvier 2022, **le dispositif de chômage partiel a pris fin le 30 avril**. La *Banking and Payments Federation Ireland* (BPFI) signale, à ce titre, que le retrait du dispositif pourrait mettre en difficulté les secteurs de l'hébergement et de la restauration qui, particulièrement affectés par la crise sanitaire, représentaient 25% des bénéficiaires de l'*Employment Wage Subsidy Scheme* (EWSS). L'activité de ces secteurs affichait, en valeur, une contraction de -15% au quatrième trimestre 2021 par rapport au premier trimestre 2020 et 70% des employés étaient encore indemnisés par l'EWSS à la fin février.

Plus globalement, la Fédération des Banques et des Paiements d'Irlande souligne le **« chemin rocailleux » du redressement post-covid pour les PME irlandaises**, celles-ci devant faire face aux pressions exercées sur les coûts associés à l'inflation en même temps que le retrait des mesures de soutien budgétaire. Beaucoup d'entre elles ont également accumulé des dettes fiscales pendant la crise sanitaire, qu'il faudra rembourser avant le mois d'avril 2023 – après quoi des intérêts seront appliqués. 2/3 des entreprises dans les secteurs de l'hébergement et de la restauration ont contracté ce type de dettes et représentent 13% des dettes fiscales accumulées tous secteurs confondus.

Selon PwC Ireland, **le taux de défaillance des entreprises a diminué de -12% au premier trimestre 2022 par rapport au trimestre précédent** (3,7 procédures de défaillance enregistrées sur 10 000 entreprises), mais est en progression de 19% par rapport au premier trimestre 2021. Sur les douze mois allant à fin mars 2022, 15 procédures de défaillance ont été enregistrées sur 10 000 entreprises contre 52 en moyenne de long-terme (Graphique 10).

Graphique 10 : Taux de défaillance des entreprises



Source : PwC Ireland

Si ce taux de défaillance se maintient, pour l'heure, à un niveau artificiellement bas en raison du large soutien apporté par le gouvernement aux entreprises pendant la crise sanitaire, **les experts anticipent une vague de restructurations dans les trimestres et années à venir.**

2 Bilan 2021 des créations de startups

L'année écoulée a vu la création de **25 695 startups en Irlande, un niveau record** en progression de 17% par rapport à 2020 ou 13% pré-pandémie, selon l'analyste de risque de crédit CRIFVision-net. Les secteurs qui contribuent le plus à l'augmentation du nombre de nouvelles startups créées sont ceux des services aux entreprises, juridiques et comptables, suivis de l'industrie de l'intermédiation financière et, enfin, du commerce de gros et de détail. 46% des nouvelles activités se concentrent à Dublin, 10% à Cork, 4% à Galway et 4% à Kildare.

Tableau des indicateurs mensuels

INDICATEURS		12/21	01/22	02/22	03/22	04/22	05/22
PRODUCTION	PIB trimestriel à prix constants (Md€) (Année de référence = 2019)	104,4			n/a		
	Croissance réelle (g.a.)	9,6%			n/a		
	Indice de production industrielle (Base 100 = 2015)	140,0	130,8	134,0			
	Secteur traditionnel	113,8	132,8	133,0			
	Secteur moderne	139,5	128,5	136,5			
	Purchasing Managers Index (PMI)						
	Industrie	58,3	59,4	57,8	59,4		
Services	55,4	56,2	61,8	63,4			
Construction	53,7	56,1	58,4	53,9			
COMPTE COURANT	Exportations de marchandises (Md€)	13,4	15,6	16,1			
	Importations de marchandises (Md€)	9,7	10,2	9,9			
	Solde commercial (Md€)	3,7	5,4	6,2			
	Balance courante trimestrielle (Md€)	1,5			n/a		
	Balance courante en pourcentage du PIB	1,4%			n/a		
ÉVOLUTION DES PRIX	Inflation (IPCH en g.m.)	0,5%	-0,4%	0,9%	2,1%		
	Inflation (IPCH en g.a.)	5,7%	5,0%	5,7%	6,9%		
	Prix résidentiels à l'achat (g.m.)						
	National	0,9%	0,9%	0,8%			
	Prix résidentiels à l'achat (g.a.)						
	National	14,2%	14,8%	15,3%			
	Irlande sauf Dublin	15,3%	16,1%	16,8%			
	Dublin	12,9%	13,2%	13,5%			
Loyers dans le parc privé (g.m.)	0,6%	0,4%	0,9%	0,8%			
Loyers dans le parc privé (g.a.)	8,4%	8,4%	9,2%	9,2%			

DEMANDE	Consommation (En glissement trimestriel, g.t.)	-0,3%				n/a
	Investissement (g.t.)	76,5%				n/a
	Dépenses publiques (g.t.)	0,9%				n/a
	Exportations nettes (g.t.)	22,7%				n/a
MARCHÉ DU TRAVAIL	Nombre de chômeurs (Milliers)	135,3	136,9	135,2	146,4	
	Taux de chômage	5,1%	5,2%	5,2%	5,5%	
	Taux de chômage des jeunes	12,4%	13%	12,7%	12,3%	
	Taux de chômage ajusté Covid-19	7,4%	7,8%	7,0%		
	Salaire horaire moyen (€)	26,1				n/a
	Variation du salaire horaire moyen, g.a.	2,6%				n/a
SECTEUR FINANCIER	Taux de croissance de l'encours des crédits du secteur privé (g.a.)					
	Ménages	-1,3%	13,0%	13,8%	10,7%	
	Prêts hypothécaires	-4,8%	17,0%	18,1%	14,1%	
	SNF	-10,2%	0,9%	0,4%	2,4%	
	Taux de croissance de l'encours des dépôts du secteur privé (g.a.)					
	Ménages	9,1%	8,0%	7,2%	7,1%	
	SNF	14,0%	13,8%	12,7%	8,2%	
	Indice boursier ISEQ (dernier)	8 444,52	8 220,82	7 860,27	7 184,91	7 327,27
	Rendement de l'obligation à 10 ans (dernier)	0,249	0,518	0,744	1,064	1,617

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international